

Satisfaction, confiance et comportement électoral au scrutin du 25 mai 2014

Emilie van Haute (ULB) et Marc Hooghe (Universiteit Leuven)

Introduction

La question de la confiance et de la satisfaction des citoyens envers leurs institutions est une question cruciale en démocratie. A cet égard, les échéances électorales constituent un moment important à l'occasion duquel les citoyens peuvent décider d'exprimer leur niveau de satisfaction et de confiance envers leurs institutions en général, et leurs gouvernants en particulier¹.

Un manque de confiance ou une insatisfaction des citoyens envers leurs institutions et gouvernants peut s'exprimer de deux manières différentes à l'occasion d'un scrutin. L'électeur peut décider de s'abstenir et de ne pas aller voter. Cette démarche prend un sens plus particulier dans le contexte belge, où le vote est obligatoire. L'électeur peut également décider de s'exprimer dans les urnes, en émettant un vote blanc ou un vote nul, ou en votant pour un parti qui se positionne contre les institutions ou contre les gouvernants en place².

Le scrutin du 25 mai 2014 constituait un moment crucial par rapport à cette question de confiance et de satisfaction. D'une part, il fait suite à deux longues crises institutionnelles, l'une en 2007-2008, l'autre en 2010-2011. Au-delà les différences entre partis, ces crises institutionnelles ont mis en question le fonctionnement des institutions et de la démocratie en Belgique. Il est dès lors intéressant d'analyser si ces crises institutionnelles ont affecté le degré de satisfaction des citoyens par rapport au fonctionnement de la démocratie en Belgique.

D'autre part, la triple élection était l'occasion pour les électeurs de pouvoir marquer leur position par rapport aux différents gouvernements en place. Durant la campagne électorale, au niveau fédéral, les partis d'opposition ont critiqué le gouvernement Di Rupo, sa faible capacité de décision, et les résultats engrangés. Il est dès lors intéressant de voir si ce constat est partagé au sein de la population belge, de manière homogène ou non. De même, un argument souvent avancé dans le débat politique en Belgique concerne la dévolution de compétences vers les entités fédérées, mieux à même de satisfaire les besoins et intérêts directs de leurs citoyens. Le triple scrutin de mai 2014 permet d'analyser si cet argument est perçu de la même manière par les électeurs, et si ceux-ci sont davantage satisfaits et accordent une confiance accrue dans ces entités fédérées par rapport à l'état fédéral ou l'Union européenne.

Enfin, il est intéressant de se pencher sur cette catégorie d'électeurs insatisfaits ou manquant de confiance dans les institutions, d'en analyser le profil et le comportement électoral, afin de voir dans quelle mesure ces attitudes influent ou non sur le choix opéré dans l'isoloir.

¹ K. Newton "Social and Political Trust", in R. Dalton, H.-D. Klingemann (eds.), *Oxford Handbook of Political Behavior*, Oxford, Oxford University Press, 2002, pp.342-361.

² E. Bélanger, R. Nadeau, "Political Trust and the Vote in Multiparty Elections: The Canadian Case", *European Journal of Political Research*, 2005, vol.44, n°1, pp.121-146.

Afin de répondre à ces questions, nous nous basons sur l'enquête électorale Partirep menée auprès de plus de 2000 électeurs belges. Après avoir dressé un aperçu des niveaux de confiance et de satisfaction des citoyens, nous nous intéresserons à leur profil et leur comportement politiques.

1. Des électeurs insatisfaits et en manque de confiance ?

Afin de mesurer le niveau de confiance et de satisfaction des citoyens, nous avons utilisé les données récoltées dans l'enquête pré-électorale. A l'occasion de cette enquête, il a été demandé aux répondants de se positionner sur un certain nombre de propositions.

L'objectif était d'évaluer la satisfaction des citoyens par rapport au fonctionnement de la démocratie en général, mais aussi leur satisfaction par rapport à la politique menée par les différents gouvernements en particulier. Pour cela, 4 questions ont été soumises aux répondants. La première portait sur la satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie. La formulation exacte de la question était: « D'une manière générale, être vous très satisfait(e), assez satisfait(e), pas très satisfait(e) ou pas satisfait(e) du tout du fonctionnement de la démocratie en Belgique ? ». Les trois questions suivantes portaient respectivement sur la satisfaction envers la politique menée par les gouvernements régional, fédéral, et l'Union européenne. La formulation exacte des questions était la suivante: (1) pour les gouvernements régionaux: « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la politique menée par <le Gouvernement flamand/le Gouvernement wallon>? »; (2) pour le gouvernement fédéral: « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la politique menée par le Gouvernement fédéral ? »; (3) pour l'Union européenne: « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la politique menée par l'Union européenne ? ». Pour chaque proposition, les répondants devaient indiquer leur degré de satisfaction: (1) très insatisfait, (2) Plutôt insatisfait, (3) Ni satisfait, ni insatisfait, (4) Plutôt satisfait, et (5) Très satisfait.

Pour la mesure du niveau de confiance, il a été demandé aux répondants d'exprimer sur une échelle leur niveau de confiance envers différentes institutions. La formulation exacte de la question était: « Pourriez-vous sur une échelle allant de 0 à 10 évaluer votre confiance personnelle dans les institutions que je vais vous citer ? 0 signifie que vous n'avez pas du tout confiance dans cette institution et 10 signifie que vous avez totalement confiance dans cette institution ». Le Tableau 1 reprend la liste des 10 institutions citées. Pour chaque institutions, les répondants devaient indiquer leur niveau de confiance: (0) Pas du tout confiance, (10) Totalement confiance.

Le Tableau 1 reprend les informations recueillies. Pour chaque question, le tableau reprend la moyenne obtenue sur l'ensemble de la Belgique, mais compare également la moyenne obtenue auprès des répondants en Flandre et en Wallonie. La dernière colonne indique si les différences entre Flandre et Wallonie sont significatives, et leur degré de significativité. L'absence d'étoiles indique que les différences ne sont pas statistiquement significatives.

Le premier enseignement livré par le Tableau 1 concerne la satisfaction envers la démocratie. En moyenne, les répondants se positionnent sur un score supérieur à la position intermédiaire (2,5), mais un peu en-deçà de la position 'assez satisfait' (3). Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas de différence entre répondants selon la région d'appartenance (Flandre/Wallonie).

Pour ce qui concerne les mesures de satisfaction envers les gouvernants en particulier, les résultats sont également intéressants. Pour la Belgique dans son ensemble, le niveau de satisfaction est plus important envers les gouvernements des niveaux les plus proches du citoyen (Régional > Fédéral > Union européenne). Les gouvernements régionaux et fédéral passent la moyenne, alors que l'Union européenne obtient un score inférieur à 3, c'est-à-dire un score d'insatisfaction relative.

Si l'on compare les scores des répondants entre régions, on constate que le score moyen de satisfaction envers le gouvernement fédéral ne diffère pas en fonction de la région d'appartenance du répondant. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il n'existe donc pas une insatisfaction plus grande en Flandre qu'en Wallonie à l'égard des politiques menées par le gouvernement fédéral sortant.

En revanche, il existe des différences pour les autres niveaux de pouvoir. Les répondants en Flandre tendent à être plus satisfaits à la fois des politiques menées par leur gouvernement régional et par l'Union européenne. Inversement, les répondants en Wallonie se montrent en moyenne moins satisfaits. Ces différences se traduisent par un 'podium' différent entre les régions. Si en Flandre la satisfaction moyenne la plus grande s'exprime pour le gouvernement régional, puis fédéral et européen, en revanche, en Wallonie, la satisfaction moyenne la plus grande s'exprime d'abord envers le gouvernement fédéral, puis régional et enfin européen.

Nous avons également élaboré un score moyen de satisfaction spécifique pour chaque répondant, tenant compte de leur position envers les politiques menées aux trois niveaux de pouvoir (région, fédéral, Europe)³. Ce score moyen confirme les différences de degré de satisfaction en fonction de la région d'appartenance, avec un score plus élevé en Flandre qu'en Wallonie.

Si l'on se tourne vers les mesures de confiance, on constate que les niveaux sont relativement faibles, et qu'un certain nombre d'institutions n'atteignent pas la moyenne (=5/10). Il s'agit des médias, de la justice, de l'Union européenne, des partis politiques et des hommes et femmes politiques. Tout comme dans le cas de la satisfaction, la confiance est en moyenne plus élevée envers les institutions

³ Ce score moyen a pu être calculé en raison des liens forts entre les réponses sur les trois propositions, comme l'indique la mesure élevée des α de Cronbach dans le tableau 1. La satisfaction moyenne est calculée sur une échelle allant de 1 à 100 (somme de la satisfaction moyenne envers les 3 niveaux de pouvoir), ramenée à une échelle allant de 1 à 5 dans le Tableau 1. Dans les sections suivantes, cette mesure de satisfaction est divisée en trois catégories de taille similaire en termes de répondants : faible satisfaction (1-49), satisfaction moyenne (50-67), et grande confiance (68 et plus).

régionales que fédérales (parlement et gouvernement). Enfin, la police et les mouvements sociaux obtiennent les scores les plus élevés.

Si l'on compare les scores entre régions, on constate qu'il existe des différences notoires entre régions : les répondants wallons présentent une confiance moyenne significativement inférieure aux répondants flamands sur 8 institutions sur 11. En revanche, tout comme dans le cas de la satisfaction, les scores de confiance envers les institutions fédérales ne diffèrent pas entre les deux régions. Il est intéressant de noter que la confiance envers les hommes et femmes politiques ne diffère pas entre régions, alors que les répondants wallons accordent en moyenne moins de confiance aux partis politiques que les répondants flamands. Le différentiel de confiance se situe dès lors au niveau régional et partisan, et non au niveau fédéral et des personnalités politiques prises individuellement.

Tableau 1. Niveaux de confiance et de satisfaction par rapport aux institutions et gouvernants

		BE	FL	WAL	Différence (t-test)	BE 2009
Satisfaction Démocratie (1-4)		2,71	2,72	2,71		
Satisfaction (1-5)	Gouvernement régional	3,21	3,40	3,02	***	
	Gouvernement fédéral	3,08	3,09	3,08		
	UE	2,83	2,99	2,67	***	
	Moyenne	3,04	3,16	2,92	***	
	α de Cronbach	0,67	0,64	0,69		
Confiance (0-10)	Médias	4,32	4,47	4,17	*	
	Partis politiques	4,47	4,71	4,24	***	4,53
	Hommes et femmes politiques	4,57	4,59	4,54		4,66
	Justice	4,80	4,68	4,92	*	
	Union européenne	4,86	5,04	4,70	***	
	Parlement fédéral	5,09	5,12	5,05		5,08
	Gouvernement fédéral	5,13	5,11	5,15		5,07
	Parlement régional	5,31	5,61	5,02	***	5,60
	Gouvernement régional	5,36	5,69	5,04	***	5,78
	Mouvements sociaux	5,38	5,59	5,16	***	
	Police	5,75	5,87	5,63	**	
	Moyenne	5,01	5,15	4,88	***	5,13
	α de Cronbach	0,91	0,91	0,92		

Partirep 2009, 2014. Données non pondérées

* $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$

Nous avons également élaboré un score moyen de confiance pour chaque répondant, tenant compte de leur position envers les 10 institutions⁴. Ce score

⁴ Ce score moyen a pu être calculé en raison des liens forts entre les réponses sur les trois propositions, comme l'indique la mesure élevée des α de Cronbach dans le Tableau 1. La confiance moyenne est calculée sur une échelle allant de 0 à 100 (somme de la confiance

moyen confirme les différences de confiance en fonction de la région d'appartenance, avec un score plus élevé en Flandre qu'en Wallonie.

A titre de comparaison, la confiance moyenne envers les institutions est systématiquement légèrement inférieure en 2014 qu'elle ne l'était en 2009, à l'exception de la confiance envers les institutions fédérales. La confiance moyenne est en légère baisse depuis 2007, ce qui correspond au début du cycle récent d'instabilité gouvernementale. Cependant, nous sommes relativement loin des scores de confiance très bas enregistrés entre 1997 et 1999, après l'affaire Dutroux⁵.

Au final, on constate que ce n'est pas en premier lieu envers le niveau fédéral que la question de la confiance et de la satisfaction se pose. Elle se pose de façon plus cruciale envers l'Union européenne. Cela confirme l'idée assez répandue de problème de légitimité de l'UE, même dans un pays dit 'europophile' comme la Belgique. La question de la confiance et de la satisfaction se pose également de manière plus problématique pour l'électorat wallon, avec des scores moyens tendanciellement plus bas que l'électorat flamand. Ces différences se marquent en particulier envers les institutions régionales, et les partis politiques. En revanche, elles ne se marquent pas envers les institutions fédérales, et les hommes et femmes politiques indépendamment de leur parti. Ce niveau moyen de confiance plus bas en Wallonie qu'en Flandre va à l'encontre de certaines idées reçues. Le succès de certains partis populistes ou protestataires en Flandre pourrait laisser penser que l'électorat flamand est plus critique (plus insatisfait, moins confiant) que l'électorat wallon. Ce n'est pas le cas. Ceci laisse à penser que la traduction des attitudes en comportement de vote n'est pas automatique et linéaire. Les sections suivantes se penchent sur cette question.

2. Une répartition équilibrée entre partis ?

Comme évoqué en introduction, le manque de confiance et l'insatisfaction des citoyens peut s'exprimer dans les urnes. Nous avons dès lors voulu analyser si les électeurs se répartissaient de manière équilibrée entre partis sur ces deux critères. Ce n'est pas le cas (Tableau 2). L'électorat des partis diffère de manière significative, tant en termes de confiance moyenne que de satisfaction moyenne.

En Flandre, quatre électorats se distinguent par un niveau de confiance et un degré de satisfaction en moyenne plus bas que la moyenne régionale et la moyenne nationale. Il s'agit avant tout de l'électorat ayant opté pour un vote blanc et nul. Ces électeurs se situent nettement en-deçà de la moyenne, tant en termes de confiance que de satisfaction. C'est également le cas des électeurs du Vlaams Belang, qui se caractérisent cependant par un degré d'insatisfaction plus

moyenne dans les 10 institutions), ramenée à une échelle allant de 0 à 10 dans le Tableau 1. Dans les sections suivantes, cette mesure de confiance est divisée en trois catégories de taille similaire en termes de répondants : faible confiance (0-46), confiance moyenne (47-57), et grande confiance (58 et plus).

⁵ M. Hooghe, S. Marien, T. Pauwels, "Méfiance politique et comportement électoral en Belgique", in K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, S. Walgrave (eds), *Les voix du peuple. Le comportement électoral au scrutin du 10 juin 2009*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, pp.101-116.

important encore que les électeurs ayant opté pour un vote blanc ou nul. On pourrait dès lors conclure qu'un grand déficit de confiance tend à générer une mise en retrait de la vie politique (vote blanc/nul), alors qu'un haut degré d'insatisfaction tend à davantage générer un vote protestataire (parti d'extrême droite). L'électorat du PvdA+ et de la N-VA se caractérise également par des scores moyens légèrement inférieurs en termes de confiance et de satisfaction. Inversement, les partis dits 'traditionnels' (CD&V, SP.A, OpenVLD et Groen) se composent d'électeurs en moyenne plus confiants et satisfaits. L'électorat du CD&V obtient les scores moyens les plus élevés.

Tableau 2. Confiance et satisfaction moyennes au sein de l'électorat des différents partis

Parti	Confiance (score moyen)	Déviati on par rapport à la moyenne régionale	Déviati on par rapport à la moyenne nationale	Satisfaction (Score moyen)	Déviati on par rapport à la moyenne régionale	Déviati on par rapport à la moyenne nationale
	Flandre***			Flandre***		
CD&V	5,72	0,57	0,71	3,42	0,26	0,38
Groen	5,29	0,14	0,28	3,18	0,02	0,14
N-VA	5,00	-0,15	-0,01	3,00	-0,16	-0,04
SP.A	5,47	0,32	0,46	3,39	0,23	0,35
VB	4,40	-0,75	-0,61	2,51	-0,65	-0,53
OpenVLD	5,24	0,09	0,23	3,25	0,09	0,21
PvdA+	5,01	-0,14	0,00	2,90	-0,26	-0,14
Blanc/nul	3,63	-1,52	-1,38	2,67	-0,49	-0,37
	Wallonie***			Wallonie***		
PS	5,29	0,41	0,28	3,13	0,21	0,09
MR	4,76	-0,12	-0,25	2,79	-0,13	-0,25
CDH	5,21	0,33	0,20	3,08	0,16	0,04
Ecolo	5,38	0,50	0,37	2,98	0,06	-0,06
FDF	5,18	0,30	0,17	3,03	0,11	-0,01
PTBGO	4,34	-0,54	-0,67	2,65	-0,27	-0,39
PP	4,43	-0,45	-0,58	2,56	-0,36	-0,48
Blanc/nul	3,10	-1,78	-1,91	2,36	-0,56	-0,68

Partirep 2014. Données non pondérées ; Sign. : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Du côté wallon, le constat est relativement similaire. Quatre électorats se distinguent également par des scores moyens inférieurs aux moyennes régionale et nationale. Tout comme dans le cas de la Flandre, l'électorat ayant exprimé un vote blanc ou nul présente les scores moyens les plus bas. Suivent le PP et le PTBGO. Enfin, et de façon relativement surprenante, l'électorat du MR se situe légèrement en-deçà de la moyenne régionale et nationale, tant en termes de confiance que de satisfaction.

On constate donc que les attitudes (confiance et satisfaction) ne se répartissent pas de manière équilibrée entre partis, et que certains partis comportent davantage d'électeurs insatisfaits ou ayant un plus faible niveau de confiance. Tant en Flandre qu'en Wallonie, il s'agit de l'électorat ayant opté pour un vote blanc et nul, mais également de l'électorat des partis situés aux extrêmes sur l'axe gauche-droite (extrême gauche ou extrême droite). Il s'agit également, en Flandre, de l'électorat de la N-VA, et en Wallonie, de l'électorat du MR.

3. Satisfaction et confiance : quel effet sur le choix du parti ?

Les scores moyens des différents électorats fournissent une première indication du lien entre satisfaction, confiance, et comportement politique. Cependant, ils ne suffisent pas pour pouvoir affirmer que confiance et satisfaction déterminent les choix électoraux. En effet, ces différences entre partis pourraient également s'expliquer par le profil des électorats. Dans cette section, nous contrôlons dès lors l'effet du niveau de confiance et du degré de satisfaction sur le comportement électoral, en tenant compte des caractéristiques de base des électeurs (genre, âge, niveau d'éducation).

Pour cela, nous avons mené l'analyse à l'aide d'une régression logit multinominale (Tableaux 3 et 4). L'objectif de l'analyse est de comprendre ce qui détermine la probabilité de choisir un parti plutôt qu'un autre parti donné. Comme partis de référence, nous avons opté pour le plus grand parti présent dans les gouvernements régionaux, soit le CD&V en Flandre et le PS en Wallonie. Chaque colonne des tableaux 3 et 4 indique donc les résultats pour la probabilité de voter pour le parti de la colonne plutôt que pour le CD&V en Flandre, ou le PS en Wallonie. Les résultats sont présentés par région. Nous avons analysé le poids de différentes variables sur le choix du parti : genre, âge, niveau d'éducation, niveau de confiance, et degré de satisfaction. Les résultats significatifs sont assortis d'une ou plusieurs étoile(s) (*). Les valeurs supérieures à 1 indiquent que la probabilité augmente de choisir le parti plutôt que le parti de référence (CD&V en Flandre ou PS en Wallonie) ; les valeurs inférieures à 1 indiquent que la probabilité diminue.

De manière générale, c'est en Flandre que la confiance et la satisfaction jouent le plus sur le comportement électoral. Ainsi, un degré de satisfaction faible augmente fortement la probabilité de voter Vlaams Belang plutôt que CD&V (2,8 fois plus probable). C'est aussi le cas pour le PvdA+, mais aussi la N-VA. Le résultat est logique dans les deux premiers cas : une insatisfaction par rapport aux politiques menées par les différents gouvernements amène les électeurs à opter pour un parti d'opposition. Il est plus surprenant dans le cas de la N-VA, au gouvernement au niveau régional. Cependant, cette mesure de satisfaction est une mesure moyenne, qui cache des résultats fort différents entre niveaux de pouvoir dans le cas des électeurs de la N-VA. En effet, ceux-ci se déclarent en moyenne assez satisfaits du travail du gouvernement régional (moyenne de 3,47 sur une échelle de 1 à 5), alors qu'ils sont les moins satisfaits du travail du gouvernement fédéral (moyenne de 2,73). Il s'agit du plus grand écart de moyenne parmi l'ensemble des partis considérés.

La confiance joue également sur le choix du parti en Flandre. Un faible niveau de confiance augmente fortement la probabilité de voter blanc ou nul plutôt que pour le CD&V (2,4 fois). C'est également le cas pour la N-VA, et dans une moindre mesure l'OpenVLD. A nouveau, ces résultats soulignent l'effet différencié de l'insatisfaction et du manque de confiance : la première tend à susciter un vote protestataire, alors que le manque de confiance favorise plutôt le vote blanc ou nul.

Enfin, il est intéressant de noter que le genre n'augmente pas la probabilité de voter pour un parti plutôt qu'un autre, et que le niveau d'éducation ne joue que dans le cas du VB, pour lequel un faible niveau d'éducation augmente la probabilité de voter pour le parti plutôt que pour le CD&V. C'est l'âge qui constitue la caractéristique la plus influente.

Du côté wallon, l'effet de la satisfaction et de la confiance sur le choix électoral est nettement moins prégnant. Il est à noter que cela peut être dû à l'impossibilité d'inclure les répondants wallons ayant voté blanc ou nul dans l'analyse en raison de leur faible nombre.

La satisfaction joue principalement sur le vote PTBGO : un faible degré de satisfaction augmente la probabilité de voter PTBGO plutôt que PS. Inversement, un degré de satisfaction moyen augmente la probabilité de voter Ecolo plutôt que PS. Serait-ce à dire que le parti vert a perdu de son caractère protestataire au profit du PTB ?

Ces résultats contrastent avec les informations mises en évidence dans la section précédente. Nous l'avons vu, c'est en Wallonie que le niveau de confiance et le degré de satisfaction moyens sont plus bas. Pourtant, c'est la région dans laquelle ils prédisent moins les comportements de vote. Ce constat peut paraître surprenant. S'il existe un terreau favorable à l'expression d'un rejet du politique en Wallonie, il ne s'exprime que peu à travers le vote, même s'il faut rappeler que l'analyse ne considère pas ici les votes blancs et nuls. On pourrait dire que la demande citoyenne ne trouve pas d'offre politique appropriée pour exprimer ces attitudes.

De manière intéressante aussi, le poids des caractéristiques démographiques diffère par rapport à la Flandre. En Wallonie, l'âge a un effet prédictif du vote moindre, mais le niveau d'éducation joue davantage. Un haut niveau d'éducation augmente la probabilité de voter pour Ecolo, le FDF, ou le MR plutôt que le PS. Ces différences sont sans doute liées au choix du parti de référence, le CD&V en Flandre et le PS en Wallonie, possédant un électorat particulier sur ces deux critères.

Ces résultats sont très similaires à ceux mis en évidence lors de l'analyse des comportements électoraux au scrutin 2009⁶.

⁶ M. Hooghe, S. Marien, T. Pauwels, "Méfiance politique et comportement électoral en Belgique", in K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, S. Walgrave (eds), *Les voix du peuple. Le comportement électoral au scrutin du 10 juin 2009*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, pp.113-114.

Tableau 3. Effet de la confiance et de la satisfaction sur le choix d'un parti en Flandre

		Groen	N-VA	SP.A	VB	OpenVLD	Pvda+	Blanc/nul
Satisfaction	Faible	0,951	1,288**	-0,263	2,819**	0,550	2,092**	2,306
	Moyenne	0,415	1,046***	0,025	0,704	0,179	0,554	1,462
Confiance	Faible	0,63	1,182**	0,745	0,742	1,093**	0,631	2,407**
	Moyenne	0,135	0,512*	0,248	0,229	0,499	0,728	-0,420
Age	18-35	1,548***	0,732*	0,600	1,388*	1,230**	0,282	1,562
	36-54	1,442***	0,622*	0,775*	0,854	0,999**	0,731	1,145
Education	Faible	-0,889	0,297	0,555	2,625**	-0,170	-1,885	1,086
	Moyenne	-0,067	0,365	0,340	1,382	-0,300	-0,306	-0,165
Genre	Homme	0,157	0,273	-0,089	0,029	0,312	0,119	-0,367

Partirep 2014 ; N= 1,001 ; Pseudo-R² : 0,302 ; Données non pondérées ; Probabilités avec pour catégorie de référence un vote pour le CD&V ; * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Tableau 4. Effet de la confiance et de la satisfaction sur le choix d'un parti en Wallonie

		MR	CDH	Ecolo	FDF	PTBGO	PP
Satisfaction	Faible	0,779	0,542	0,308	0,438	1,824*	1,669
	Moyenne	0,066	0,254	1,168**	-0,614	1,034	0,877
Confiance	Faible	0,683*	-0,055	-0,325	-0,236	0,798	1,228
	Moyenne	0,636*	0,185	-0,11	0,676	0,407	1,183
Age	18-35	0,368	-0,454	0,243	-0,199	0,964	0,713
	36-54	-0,085	-696*	-0,335	-1,986	0,927*	0,998
Education	Faible	-1,306***	-0,749*	-2,232***	-2,470*	-0,195	-0,547
	Moyenne	-0,771**	-0,750*	-1,155**	-1,051	-0,181	-0,42
Genre	Homme	0,339	-0,114	-0,228	-0,472	-0,421	-0,418

Partirep 2014 ; N=1,018 ; Pseudo-R² : 0,275 ; Données non pondérées ; Probabilités avec pour catégorie de référence un vote pour le PS ; * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

4. Conclusion

La méfiance et l'insatisfaction sont deux attitudes qui dénotent un regard critique plus ou moins conscient du citoyen envers les institutions et les gouvernants. Ce regard critique est souvent utilisé comme un indicateur de la légitimité du système démocratique.

Dans le cas de la Belgique, nous avons mis en évidence que cette question de légitimité se pose avant tout par rapport à l'Union européenne, qui récolte les scores de satisfaction et de confiance les plus bas, tant en Flandre qu'en Wallonie. Nous avons également souligné que l'électorat wallon obtient des scores moyens plus bas que l'électorat flamand, tant que la question de la confiance que sur celle de la satisfaction. Ces différences se marquent en particulier envers les institutions régionales, et les partis politiques. Les électeurs wallons tendent à évaluer plus négativement leurs institutions régionales (parlement et gouvernement) et les partis qui les incarnent. Il est frappant de constater que les électeurs flamands et wallons ne diffèrent pas dans leur évaluation du gouvernement fédéral et du parlement fédéral. Les dynamiques différentes entre régions s'expliquent surtout par le niveau de confiance et de satisfaction plus bas de l'électorat wallon par rapport à leur gouvernement régional, alors que l'on constate l'inverse en Flandre.

En revanche, aucune différence ne se marque entre Flandre et Wallonie envers le fonctionnement de la démocratie en général, les institutions fédérales, et les hommes et femmes politiques indépendamment de leur parti. On ne peut dès lors pas conclure d'un regard plus critique sur la démocratie en général, ou sur les gouvernants au niveau fédéral entre les deux régions.

Nous avons également souligné que la traduction politique de ces attitudes était un phénomène complexe. La présence de ces attitudes est une condition nécessaire à leur expression, mais ce n'est pas une condition suffisante. Ainsi, il existe en Wallonie un terreau a priori plus propice qu'en Flandre pour l'expression d'un manque de confiance ou d'une insatisfaction. Pourtant, c'est en Flandre que ces attitudes jouent le plus sur le comportement électoral. Nous expliquons ce paradoxe par la présence d'une offre politique différente dans les deux régions.

En Flandre, le manque de confiance tend à s'exprimer de manière prédominante par un vote blanc ou nul ; une insatisfaction s'exprime en revanche par le choix de partis qui se présentent comme expression de la protestation (N-VA, VB, PvdA+). Dans le cas de la N-VA en particulier, le parti a canalisé un électorat exprimant une insatisfaction relativement ciblée envers le gouvernement fédéral et l'Union européenne. Si l'entrée du parti au sein du groupe eurosceptique des Conservateurs et réformistes européens (CRE) au Parlement européen s'aligne sur la position de son électorat, une entrée potentielle au sein du gouvernement fédéral risque de faire perdre au parti cette position de canalisateur d'insatisfaction.

En Wallonie, nous avons avancé l'idée que l'offre politique ne parvient pas à capitaliser et à canaliser ces attitudes. Le PTBGO a repris pour partie le rôle de canalisateur de l'électorat insatisfait qu'a pu jouer Ecolo. Il reste à voir si ce parti va pouvoir et vouloir occuper cette position sur l'échiquier politique.

Enfin, l'enquête met en évidence une légère tendance au déclin de la confiance des citoyens dans les institutions politiques depuis 2007, mais qui affecte moins le niveau fédéral que les autres niveaux de pouvoir. Cela, mis en parallèle avec les niveaux indifférenciés de confiance et de satisfaction envers le fédéral et la démocratie en général en fonction de la région d'appartenance, tend à tuer dans l'œuf la thèse de l'existence de deux démocraties en Belgique. Là où les attitudes diffèrent, c'est par rapport à la confiance et à la satisfaction face aux politiques menées aux autres niveaux de pouvoir, et au niveau régional en particulier. Cette distinction faite par les répondants entre les niveaux de pouvoir pourrait être le signe d'un fédéralisme arrivant à maturité.